

**DGST/AR-2022-432**  
**ARRETE DU MAIRE**

**Objet : ARRETE PORTANT SUR LA REGLEMENTATION PERMANENTE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT AU DROIT DES CHANTIERS D'ENTRETIEN COURANT ET D'INTERVENTION D'URGENCE PAR L'ENTREPRISE SMDA Sur les voies de gestion ville et de gestion Saint-Quentin-en-Yvelines Du 1er janvier au 31 décembre 2023**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1°-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8° partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

**Vu** le manuel du chef de chantier pour la voirie urbaine, la signalisation temporaire, volume III édité par le CERTU ;

**Vu** le guide pratique édité par OPPBTP relatif à la signalisation temporaire ;

**Considérant** que l'entreprise **SMDA – 28, rue Roger Hennequin –78190 TRAPPES** doit réaliser des travaux d'entretien courant et des interventions d'urgence des espaces verts (taille, abattage d'arbre, rognage etc...) pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la ville de Trappes ;

**Considérant** qu'il convient de réglementer l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement des travaux et assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, pour des travaux d'entretien courant et les interventions d'urgence des espaces verts (taille-abattage d'arbre-rognage etc...) A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 :** Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

*Plus proche de vous au quotidien !*

**Article 3** : La circulation des véhicules sera réglementée au droit des chantiers exécutés par l'entreprise SMDA, suivant les dispositions désignées ci-après.

**Article 4** : Une interdiction de dépasser, une interdiction de stationner ainsi qu'un alternat seront mis en place par les entreprises si les circonstances l'exigent :

- **Pour la circulation en alternat :**
  - Par signaux d'alternat temporaire KR11,
  - Par signaux K10,
  - Par panneaux B15 et C18,
- **Pour le stationnement par panneaux B6a ou B6d,**
- **Pour l'interdiction de dépasser par panneaux B34.**

**Article 5** : La vitesse sera réduite à 30 km/h au droit des chantiers.

**Article 6** : L'entreprise SMDA sera autorisée à stationner ses véhicules au droit de ses chantiers.

**Article 7** : **Les autres mesures temporaires de réglementation telles que les interruptions et déviations de circulation feront le cas échéant l'objet d'arrêtés réglementaires particuliers sauf travaux d'urgence.**

**Article 8** : Le stationnement et la circulation sur les trottoirs seront strictement interdits à tous les véhicules de l'entreprise SMDA.

**Article 9** : L'entreprise procédera aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier.

**Article 10** : Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment l'article R 417.10.

**Article 11** : Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

**Article 12** : Les activités de chantier sont **autorisées entre 8h00 et 17h00 du lundi au vendredi (sauf dimanche et jours fériés) pour les chantiers d'entretien courant. Ces limites d'horaires et de jours ne s'appliquent pas aux interventions d'urgence.**

**Article 13** : Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux sauf travaux d'urgence pour lesquels l'arrêté sera affiché dans les meilleurs délais.

**Article 14** : Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. *Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.*

**Article 15** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès

du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 16 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Elancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes, 22 DEC. 2022

Pierre BASDEVANT  
Adjoint au Maire en charge  
du développement économique,  
de l'ESS et du commerce

